

FÉVRIER-MARS
2026

LES GRANDS DOSSIERS

N° 90

DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES



IRAN

QUEL AVENIR POUR LE RÉGIME DES MOLLAHS ?

BEL : 12 €, CDN : 17,99 \$, CH : 20,50 CHF, D : 12 €, DOM : 11,50 €, ESP : 11,30 €, GR : 11,30 €, IT : 11,30 €, LUX : 12 €, MAR : 86 MAD, TOM : 1300 CFP, PORT. CONT : 11,30 €

Retrouvez-nous sur [Areion24.news](https://www.Areion24.news)

L 17569 - 90 - F: 10,95 € - RD



SOMMAIRE



3 EDITO

4 CARTOGRAPHIE Le monde selon la Chine : un axe avec la Russie et l'Inde ?

DOSSIER : Géopolitique de l'Iran P. 8-79

8 POLITIQUE ET SOCIÉTÉ

- 10 ANALYSE Iran : une crise existentielle
- 12 ANALYSE L'opposition à la République islamique d'Iran, dans un contexte de répression multidimensionnelle
- 16 ENTRETIEN Verrouillage numérique : quand Téhéran étouffe les contestations
- 18 ANALYSE De « Femme, Vie, Liberté » à l'émancipation nationale : le peuple iranien à l'assaut de la République islamique d'Iran
- 21 PORTFOLIO Nous, jeunesse(s) d'Iran

24 ÉCONOMIE ET RESSOURCES

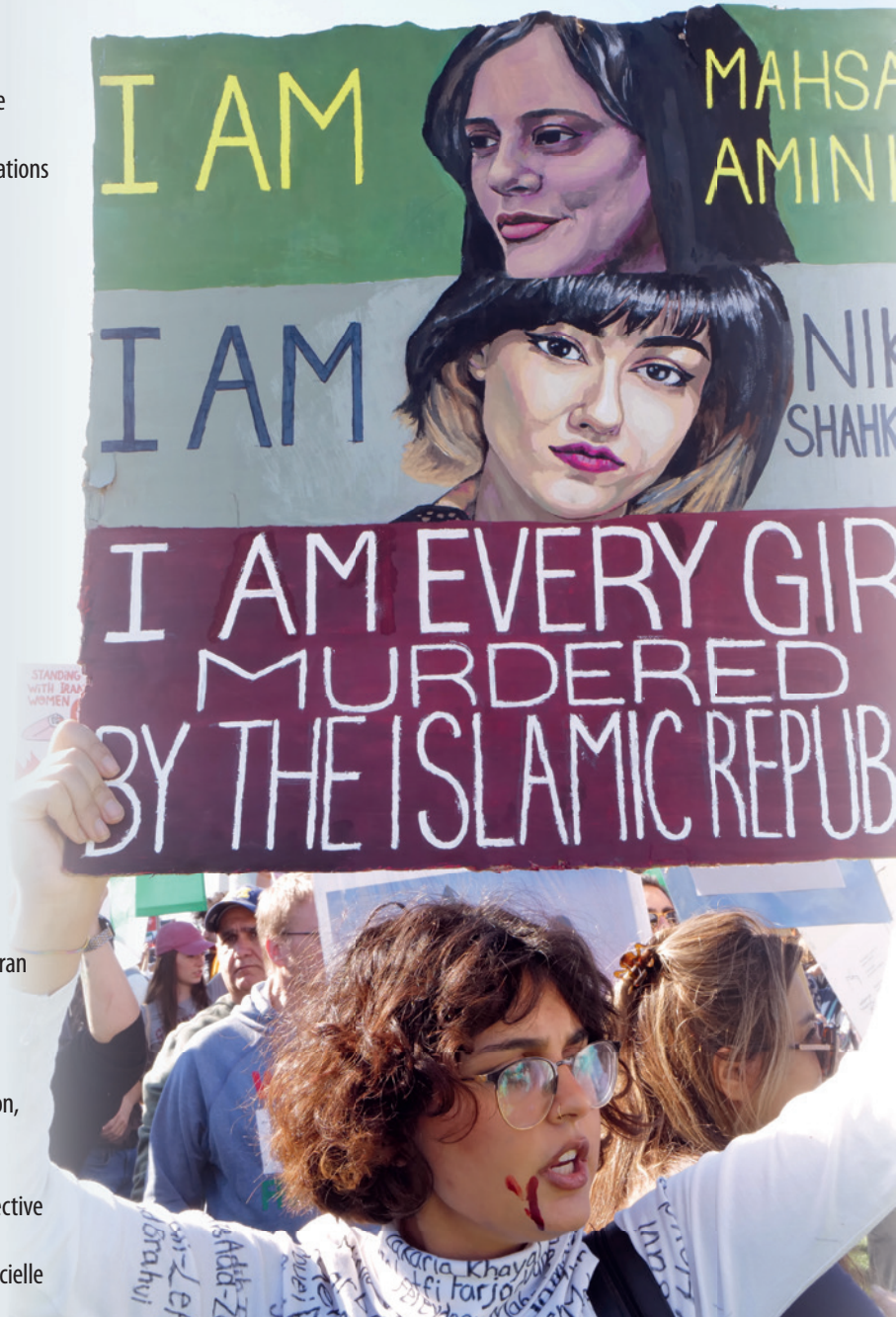
- 26 ENTRETIEN Économie iranienne : le coût de l'asphyxie diplomatique
- 29 ANALYSE Le mythe de la résilience sous sanctions
- 32 ENTRETIEN Crise environnementale et accès aux ressources : l'angle mort de l'action publique iranienne

36 GÉOPOLITIQUE

- 38 ANALYSE L'Iran entre isolement global et dépendances stratégiques : trajectoire d'un État zombie ?
- 42 ANALYSE L'Iran, après le 7-October
- 46 ANALYSE Iran-États-Unis : entre frappes et dissuasion
- 50 ANALYSE Les négociations autour du nucléaire iranien : état des lieux et perspectives
- 53 ANALYSE Le détroit d'Ormuz : quelle stratégie iranienne ?
- 56 FOCUS Ansar Allah et la République islamique d'Iran : entre alignements doctrinaux et rivalités stratégiques
- 58 FOCUS Chine-Iran : dépasser le fantasme de l'alliance
- 60 ANALYSE Russie - Iran : la fragilisation du « bastion perse »
- 62 FOCUS Changements géopolitiques au Caucase du Sud : les enjeux pour l'Iran

64 DÉFENSE ET STRATÉGIE

- 68 ENTRETIEN L'armée chinoise parée pour la guerre du futur
- 66 ANALYSE L'armée iranienne après la « guerre des Douze jours » : dissuasion, asymétrie et vulnérabilités
- 69 FOCUS Que représente l'arsenal balistique pour le régime iranien ?
- 72 FOCUS L'Iran face à l'État islamique au Khorasan : état des lieux et prospective
- 74 ANALYSE La cyberarmée iranienne : l'ombre numérique du régime
- 78 FOCUS La guerre de l'information iranienne fondée sur l'intelligence artificielle



81 ENVIRONNEMENT

- 82 Accord de Paris : la diplomatie du murissement dans la lutte contre le changement climatique
- 86 Atténuation ou adaptation : un arbitrage dynamique
- 88 La Chine et l'accord de Paris
- 90 De l'invasion de l'Ukraine à l'essor de l'IA : les nouveaux moteurs du marché de l'énergie
- 91 Climat : quand les géants du pétrole et de l'agro-industrie dictent leur loi

92 LECTURES

- 92 *Guérillero*, roman graphique de María Isabel Ospina et Jean-Emmanuel Vermot-Desroches



analyse

Par **Clément Therme**,
chercheur associé à l'Institut
international d'études
iraniennes (Rasanah).

Photo ci-dessus :

Photo diffusée par le bureau du Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, qui le montre s'adressant à la foule lors d'une réunion avec le chef du pouvoir judiciaire et d'autres responsables à Téhéran, le 16 juillet 2025. Il déclarait alors que les attaques israéliennes pendant la guerre des Douze jours visaient à affaiblir le système de la République islamique et à alimenter des troubles afin de le renverser. (© Khamenei.ir/AFP)



L'Iran entre isolement global et dépendances stratégiques Trajectoire d'un État zombie ?

Depuis la fin de l'année 2025, la République islamique d'Iran est engagée dans une phase de déclassement accéléré sur la scène internationale, à la fois diplomatique, stratégique et économique. Quelles trajectoires se dessinent pour le pays ?

La violente répression du mouvement populaire déclenché le 28 décembre 2025 à Téhéran — initialement porté par des commerçants protestant contre la dégradation brutale du pouvoir d'achat et l'effondrement de la monnaie nationale, le rial — a profondément altéré la perception internationale du régime. Cette séquence n'a pas seulement révélé une crise de légitimité interne ; elle a consacré une transformation plus structurelle, celle d'un État désormais perçu comme un acteur paria, progressivement marginalisé dans les enceintes centrales de la gouvernance mondiale et de l'ordre normatif international. Cette marginalisation s'est manifestée de manière symboliquement forte par la mise à l'écart de l'Iran lors de rencontres internationales majeures de socialisation stratégique. Au mois

de janvier 2026, son absence au Forum économique mondial de Davos, puis à la Conférence de Munich sur la sécurité, constitue un signal politique clair. Ces espaces ne sont pas de simples vitrines médiatiques mais des lieux où se construisent des réseaux d'influence, où se négocient des compromis implicites et où se mesure la respectabilité internationale des États. En être exclu revient à être relégué aux marges du jeu diplomatique global. Cette dynamique s'est accentuée le 23 janvier 2026 à Genève, lorsque le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a tenu une session extraordinaire visant à lancer une enquête internationale sur les violations massives des droits humains commises par les autorités iraniennes dans le cadre de la répression du mouvement populaire par l'appareil de sécurité de la République islamique, qui a fait des milliers de victimes.



Une crispation autoritaire

Pour un régime qui avait longtemps instrumentalisé les divisions du système multilatéral afin d'échapper à toute responsabilisation, cette évolution marque une rupture qualitative et installe une forme de stigmate durable, difficilement réversible tant que le pouvoir persiste dans une logique de violence d'État. Sur le plan interne, la réponse du régime à la contestation révèle un enfermement idéologique préoccupant, et surtout une erreur potentiellement couteuse pour la survie du régime. La répression ne s'est pas limitée aux manifestants mais s'est étendue à des acteurs économiques qui n'étaient pas en rupture avec le système. Les bazaris, qui avaient été à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire de 1979 et constituaient l'un des piliers sociaux du régime, sont désormais directement visés. L'ouverture de procédures judiciaires contre des dizaines d'entreprises à Téhéran, le gel de comptes bancaires de commerçants dans plusieurs provinces, ainsi que l'arrestation et la confiscation des biens de figures économiques locales accusées d'avoir soutenu les grèves, témoignent d'une stratégie de coercition assumée. Or, la grève économique, précisément parce qu'elle est moins risquée que la manifestation de rue et moins susceptible de déclencher une confrontation armée directe avec les forces de sécurité, peut s'avérer plus contagieuse et plus durable. En criminalisant cette forme d'action collective, le pouvoir prend le risque d'approfondir la rupture avec une catégorie sociale dont il dépendait historiquement pour assurer un minimum de cohésion économique et de contrôle social, tout en aggravant la paralysie de l'activité et donc les causes initiales de la colère.

“ Plus la confrontation avec les États-Unis s'intensifie, plus l'économie iranienne s'enfoncé dans la crise. ”

Un isolement diplomatique renforcé

Cet isolement diplomatique et cette crispation autoritaire s'inscrivent dans un environnement régional et international de plus en plus tendu, où l'économie iranienne devient l'otage immédiat de la détérioration stratégique. Face à la dégradation continue de ses relations avec Washington, Téhéran adopte une posture dissuasive de plus en plus explicite. Les menaces répétées visant les forces armées américaines stationnées au Moyen-Orient (entre 40 et 50 000 hommes), accompagnées de démonstrations de capacités balistiques et de drones, traduisent une volonté claire de dissuasion asymétrique. Les autorités

iraniennes laissent entendre qu'en cas de frappe américaine, elles seraient prêtes à cibler des bases américaines dans la région, et brandissent l'idée d'une riposte « couteuse » pour dissuader toute option militaire.

Le problème tient aux effets en cascade que produit cette rhétorique : plus la relation irano-américaine se dégrade, plus le risque d'incident augmente, plus les marchés anticipent des sanctions et des ruptures d'approvisionnement, plus la monnaie se déprécie et plus la crise sociale s'approfondit, alimentant à son tour la contestation et la répression. Il se forme ainsi une spirale dans laquelle la politique étrangère et la politique intérieure s'alimentent mutuellement.

Plus la confrontation avec les États-Unis s'intensifie, plus l'économie iranienne s'enfoncé dans la crise. L'absence de toute perspective d'accord, dans un contexte marqué par le retour d'une logique transactionnelle et coercitive à Washington, prive Téhéran de marge de manœuvre macroéconomique. L'effondrement du rial, l'inflation galopante, la paupérisation rapide de larges segments de la population et l'ampleur des sorties de capitaux confirment que la crise n'est plus conjoncturelle mais structurelle, ce que documentent aussi les tendances de long terme sur la fuite des ressources et l'extension de la pauvreté.

Dans ces conditions, la thèse d'un Iran risquant de devenir un « État zombie » prend corps : un État formellement souverain, mais dont la souveraineté est vidée de sa substance par l'incapacité à produire de la croissance, à stabiliser la monnaie, à attirer des investissements et à financer durablement ses ambitions régionales sans épuiser la société. L'idéologie, en se substituant à la rationalité économique, devient un multiplicateur de vulnérabilité : elle empêche le compromis diplomatique et rend nécessaire une coercition interne accrue, laquelle amplifie encore l'affaiblissement de la posture internationale du pays.

Vers un scénario d'escalade militaire ?

Dans ce contexte, le risque d'une escalade militaire ne peut être écarté. La possibilité d'une guerre limitée irano-américaine, considérée comme improbable jusqu'à la guerre des douze jours de juin 2025, réapparaît comme un scénario crédible, notamment sous la forme de frappes ciblées, d'opérations clandestines, de cyberattaques et de confrontations indirectes impliquant des alliés ou des auxiliaires (*proxies*). La reconfigu-



Pour aller plus loin

Clément Therme, *Idées reçues sur l'Iran : un pouvoir à bout de souffle ?*, Le Cavalier Bleu, août 2025, 232 p.



Ci-dessous :

Capture d'écran du ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, apparaissant sur la chaîne conservatrice américaine Fox News, le 14 janvier 2026. Sur le site internet de la chaîne, il est ajouté que « le ministre iranien des Affaires étrangères accuse Israël d'être impliqué dans les violences qui ont éclaté lors des manifestations nationales. Il accuse les agents du Mossad israélien d'avoir provoqué des violences en Iran, tout en affirmant que les manifestations généralisées dans le pays soutiennent la République islamique. » (© Fox News)

Pour aller plus loin

Clément Therme, *Téhéran Washington, 1979 - 2025 : le Grand Satan à l'épreuve de la révolution islamique*, Hémisphères, 2025, 262 p.

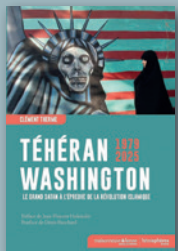


Photo ci-dessous :

Les 11 et 12 décembre 2025, à Achgabat, au Turkménistan, se déroulait le sommet qui marquait l'Année internationale de la paix et de la confiance, et le 30^e anniversaire de la neutralité permanente du Turkménistan. À cette occasion étaient présents les présidents russe Vladimir Poutine et iranien Massoud Pezeshkian (ici en photo). (© President of the Islamic Republic of Iran)

ration du dispositif militaire américain en Irak contribue à cette instabilité. Le retrait progressif des forces américaines de positions fédérales, combiné à leur redéploiement vers le Kurdistan irakien, modifie les équilibres et accroît la sensibilité de certaines zones (1).

Cette évolution ne modifie en rien la perception iranienne d'un encerclement stratégique. Par ailleurs, la dégradation des relations personnelles entre les chefs d'État des deux pays accroît le risque d'incidents indirects impliquant des milices pro-iraniennes, susceptibles de provoquer des ripostes américaines ciblées et, partant, de relancer un cycle d'action-réaction difficile à contenir. Le président Trump, qui a qualifié le guide Ali Khamenei « d'homme malade » (2), entretient en outre un contentieux personnel durable avec les dirigeants de la République islamique depuis l'élimination du général Soleimani en Irak en 2020.

À ce risque s'ajoute celui de frappes israéliennes contre des infrastructures stratégiques iraniennes, notamment avant l'automne 2026, si Israël estime qu'une fenêtre d'opportunité se referme sur certains dossiers sécuritaires. Une opération même limitée aurait des conséquences politiques et économiques majeures : elle accentuerait l'isolement, renforcerait les justifications de nouvelles sanctions et provoquerait des tensions internes accrues, puisque le coût d'une confrontation ouverte serait répercuté directement sur la population.

Une influence régionale affaiblie

Parallèlement, l'influence régionale de l'Iran connaît un affaiblissement manifeste, en dépit d'un discours officiel marqué par une hubris idéologique depuis le 7 octobre 2023. La perte de la Syrie comme espace stratégique central constitue un tournant majeur (3). Si Damas demeure formellement un partenaire, la capacité réelle de Téhéran à y projeter son influence s'est réduite sous l'effet des frappes israéliennes répétées, du poids militaire et politique de la Russie et de l'épuisement logistique iranien.

Le Liban illustre également ce déclin. Le Hezbollah, longtemps présenté comme le fleuron de l'« axe de la résistance », est aujourd'hui affaibli par les opérations militaires israéliennes, par la crise économique libanaise et par une érosion de légitimité au sein de la société. La contradiction est saisissante : au moment même où la République islamique revendique un leadership idéologique renforcé, ses instruments d'influence régionale se fragilisent, et la capacité d'intimidation qu'ils procuraient perd de sa crédibilité.

Dans ce contexte, la montée en visibilité des Houthis ne saurait masquer les limites structurelles de leur rôle. Ils constituent un instrument efficace de perturbation stratégique, notamment en mer Rouge, mais ils ne peuvent remplacer le Hezbollah comme pilier central de la projection régionale iranienne. Leur éloignement géographique, leur dépendance

logistique et leur incapacité à structurer un projet politique régional cohérent en font davantage un outil de nuisance qu'un vecteur de puissance durable. En réalité, la centralité houthie serait le symptôme d'un axe de la résistance déséquilibré, contraint de compenser l'affaiblissement d'un maillon historique par l'activation plus risquée d'un autre, avec un rendement stratégique incertain et un coût réputationnel potentiellement supérieur.

L'adossement à Moscou et à Pékin

C'est précisément ici que s'impose l'intégration des paramètres russe et chinois, car la survie internationale de la République islamique dépend de plus en plus d'un double adossement à Moscou et à Pékin, dont les limites deviennent visibles à mesure que la crise s'approfondit. La Russie de Vladimir Poutine voit dans l'Iran un partenaire utile sur plusieurs plans : politique, pour nourrir un front anti-occidental ; technologique et sécuritaire, pour échanger des savoir-faire ; économique, pour développer des circuits de contournement des sanctions ; symbolique enfin, pour exhiber la possibilité d'une coalition de puissances « révisionnistes ».

Une déstabilisation majeure du régime fragiliserait un maillon de cette architecture et mettrait en péril des coopérations sensibles. Moscou a donc un intérêt à la survie du pouvoir iranien, au moins à court terme, et peut fournir du soutien diplomatique, des relais narratifs contre « l'ingérence étrangère », voire une assistance technique dans les domaines de la surveillance et de la guerre informationnelle. Les attentes de Téhéran à l'égard de Moscou sont toutefois plus vastes : protection au Conseil de sécurité, rôle de médiation pour limiter le risque de frappes israéliennes, transferts d'équipements utiles au maintien de l'ordre, et coopération accrue en guerre électronique et cybersurveillance, d'autant que le régime cherche à verrouiller l'espace numérique, y compris face aux solutions de contournement comme les réseaux satellitaires de type Starlink.

Mais la Russie reste contrainte par ses propres priorités, ses ressources et sa crédibilité : elle peut aider, mais elle ne peut ni absorber le coût d'un sauvetage économique iranien, ni se substituer à un accord avec Washington. Cette asymétrie s'accroît à mesure que l'Iran s'affaiblit : plus la République islamique est isolée,





plus elle dépend de Moscou, et moins elle peut négocier une relation équilibrée. La dépendance devient un piège stratégique. La Chine occupe, elle, une place encore plus centrale dans la survie économique immédiate de l'Iran, précisément parce qu'elle est le débouché principal du pétrole iranien et un partenaire commercial dominant. Pékin suit la situation avec prudence, car ses intérêts sont massifs : la sécurité des routes énergétiques, la stabilité du détroit d'Ormuz, la continuité des flux d'hydrocarbures et la protection de ses ressortissants. La Chine a longtemps pratiqué une forme de pragmatisme : achat de pétrole sous sanctions, recours à des circuits opaques et à des raffineries indépendantes, troc, contournement partiel des mécanismes financiers dominés par le dollar, tout en maintenant une posture officielle de non-ingérence et d'appel au « calme ». Mais cette stratégie a ses limites, car du point de vue de Pékin, le coût de l'inaction est préférable à celui qu'engendrerait un soutien actif à la République islamique.

Dès que Washington menace d'élargir les mesures coercitives à des « sanctions secondaires » ou à des instruments tarifaires

“ Du point de vue de Pékin, le coût de l'inaction est préférable à celui qu'engendrerait un soutien actif à la République islamique. ”

visant ceux qui commercent avec Téhéran, Pékin doit arbitrer entre le bénéfice d'un pétrole souvent acheté à prix avantageux et le coût d'une confrontation frontale avec les États-Unis. Or, la Chine n'ira pas au conflit avec Washington pour sauver la République islamique. Même les annonces spectaculaires de coopération à long terme et d'investissements promis, souvent brandies comme preuve d'un adossement structurel, se heurtent à la réalité : Pékin investit quand les risques sont maîtrisables et quand les retours sont sûrs ; l'Iran, en voie de marginalisation sur la scène internationale, offre l'inverse, c'est-à-dire un risque politique maximal et une incertitude élevée.

Dans l'esprit chinois, le soutien demeure relatif, calibré, réversible, et conditionné à un impératif : que l'instabilité iranienne ne mette pas en danger le commerce du pétrole. C'est pourquoi Pékin peut préférer un régime affaibli mais en place, à un effondrement incontrôlé, sans pour autant être prêt à payer le prix de sa stabilisation. Là encore, l'asymétrie est structurelle : l'Iran a besoin de la Chine plus que la Chine n'a besoin de l'Iran, car Pékin peut diversifier ses sources tandis que Téhéran, privé d'accès normalisé aux marchés, est enfermé dans ses exportations pétrolières vers la Chine.

Ainsi, les partenariats russe et chinois apparaissent comme des béquilles indispensables mais insuffisantes. Ils offrent une respiration diplomatique et économique, ils réduisent certains effets de l'isolement, mais ils ne remplacent ni l'accès aux technologies avancées, ni la normalisation financière, ni l'investissement massif susceptible de stabiliser durablement l'économie.

Conclusion

Ce déclin international alimente enfin un paradoxe politique majeur à l'intérieur du pays : la montée d'une nostal-



gie massive pour l'Iran impérial des Pahlavi. Cette nostalgie ne relève pas seulement de l'affect ou de l'idéalisme, mais d'une comparaison rationnelle entre deux trajectoires historiques. L'Iran d'avant 1979 était perçu comme une puissance régionale respectée, dotée de relations équilibrées avec l'ensemble des grandes puissances, y compris avec l'Union soviétique, et d'une diplomatie visant l'« équilibre positif » entre partenaires.

Aujourd'hui, la référence à ce statut perdu nourrit une contestation profonde de la légitimité du régime actuel, cristallisée autour de la figure de Reza Pahlavi, non tant comme programme politique détaillé que comme symbole d'une possible réinsertion internationale, d'une sécularisation et d'une restauration de la dignité géopolitique du pays. Dans cette perspective, l'isolement du régime ne devient pas seulement un problème de politique étrangère : il se transforme en argument central de la contestation intérieure, parce qu'il est directement corrélé à l'appauvrissement et au déclassement social.

Au total, la période ouverte fin 2025 révèle un Iran affaibli, isolé et exposé à des risques croissants d'escalade militaire et d'effondrement économique. Dans le même temps, la contraction de l'influence régionale, la fragilisation des réseaux d'alliés non étatiques et les limites des protections russe et chinoise réduisent la capacité de Téhéran à masquer ses vulnérabilités.

Le cœur du problème est désormais stratégique : sans désescalade avec Washington dans les prochains mois, la République islamique risque de s'enfermer dans un statut de paria durable, combinant répression interne, dépendance externe et stagnation économique, c'est-à-dire la définition même d'une trajectoire de déclin difficile à enrayer.

Clément Therme

Notes

(1) Mohammed Tawfeeq, Aqeel Najim, Jonny Hallam, « Iraq announces full withdrawal of US forces from its federal territory », CNN, 19 janvier 2026.

(2) « Iran : une attaque contre l'ayatollah Ali Khamenei équivaldrait à une guerre totale contre la nation », met en garde le président iranien », AFP, 18 janvier 2026.

(3) Clément Therme, « L'Iran et l'après-Assad : entre ruptures, héritages et recompositions régionales (2024-2025) », Confluences Méditerranée, 2026.

Photo ci-dessus :

La corvette russe *Stoikiy* accoste au port de Simon's Town, près du Cap, en Afrique du Sud, le 9 janvier 2026. L'exercice « *Will For Peace 2026* » a rassemblé les marines des pays des BRICS, dont l'Iran, pour des opérations conjointes de sécurité maritime qui se sont déroulées jusqu'au 16 janvier. (© Rodger Bosch/AFP)



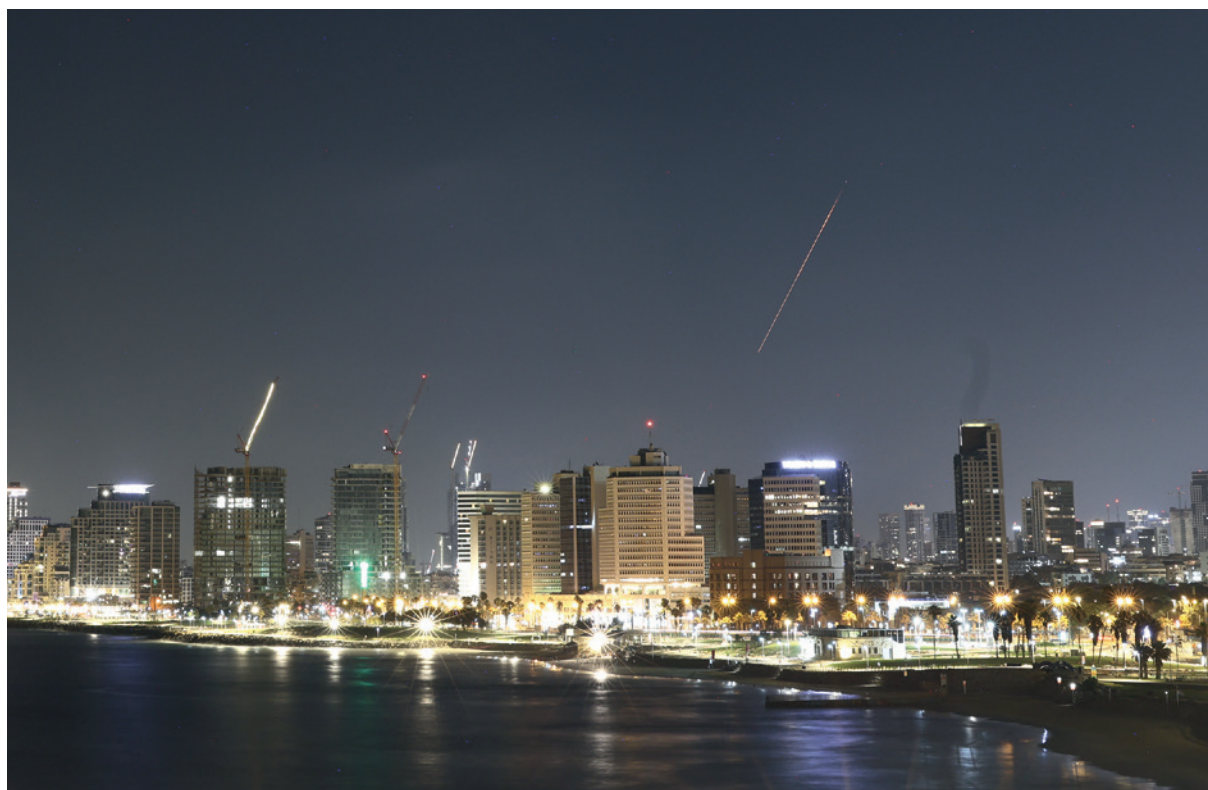


analyse

Par **Clément Therme**,
chercheur associé à l'Institut
international d'études
iraniennes (Rasanah).

Photo ci-dessus :

Une traînée lumineuse (à droite) est visible dans le ciel alors qu'un système de défense aérienne lance un missile intercepteur au-dessus de Tel Aviv, en Israël, le 18 juin 2025. Pendant la guerre des Douze jours, entre le 13 juin (déclenchement de l'opération « *Rising Lion* ») et le 24 juin 2025, Israël et l'Iran se sont affrontés à coups de missiles et de frappes aériennes. (© Jamal Awad/Xinhua)



L'armée iranienne après la « guerre des Douze jours » : dissuasion, asymétrie et vulnérabilités

Après les frappes menées par les États-Unis et Israël du 13 au 24 juin 2025, les forces armées de la République islamique disposent-elles toujours des moyens nécessaires pour maintenir le système politique au pouvoir ?

Les forces armées jouent un rôle central dans la répression interne, comme l'a montré le mouvement populaire de janvier 2026, dont le nombre de victimes atteindrait plusieurs dizaines de milliers, selon des sources médicales à l'intérieur du pays. Ces forces ne servent pas uniquement à contrôler la société iranienne : elles constituent également un instrument clé de projection de la puissance militaire de Téhéran dans la région.

Depuis 1979, le régime a patiemment construit un appareil militaire particulièrement résilient, capable de s'adapter aux pressions extérieures et de fonctionner de manière largement autonome. Les frappes menées par les États-Unis et Israël en 2025 ont mis en lumière les vulnérabilités structurelles de cet appareil militaire. Elles n'ont toutefois ni entamé sa capacité à recruter et à endoctriner de nouveaux effectifs, ni remis en cause sa logique stratégique fondamentale, fondée sur la dissuasion asymétrique, la profondeur territoriale et l'aptitude à infliger des coûts élevés à tout adversaire.

Dans ce contexte, la Force aérospatiale du corps des Gardiens de la révolution islamique (AFAGIR), en première ligne dans la confrontation armée directe avec Israël à travers les tirs de missiles et de drones, s'est imposée comme le corps militaire le plus central au sein des forces armées iraniennes, éclipsant désormais la force Al-Qods, dont le rôle, historiquement lié à la gestion des forces alliées régionales, s'est affaibli depuis le 7-October, sous l'effet des revers militaires successifs face à Israël.

Forces et faiblesses structurelles

Les forces armées iraniennes reposent d'abord sur la masse. Avec environ 610 000 militaires d'active et près de 350 000 réservistes, l'Iran peut théoriquement mobiliser près d'un million d'hommes en cas de conflit majeur. Cet atout démographique et organisationnel place le pays au premier rang régional en termes d'effectifs et parmi les principales armées du monde en volume. Toutefois, cette masse ne doit pas être confondue avec une capacité de projection moderne : elle est avant tout conçue pour



la défense du territoire national, pour l'absorption des chocs militaires et pour l'inscription de tout conflit dans la durée. L'expérience de la guerre Iran-Irak (1980-1988), encore centrale dans la mémoire stratégique du régime, continue de structurer cette approche défensive, où la survie de l'État prime sur la recherche de victoires rapides et décisives.

L'architecture militaire iranienne est marquée par une dualité unique, qui constitue à la fois une force et une faiblesse. D'un côté se trouve l'armée régulière, l'*Artesh* (selon l'acronyme en persan), chargée de la défense conventionnelle, du contrôle des frontières, de la défense de l'intégrité territoriale du pays, de la protection de l'espace aérien et de la conduite des opérations militaires classiques. De l'autre, le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI — pasdarans) incarne la dimension idéologique, politique et asymétrique de la puissance militaire iranienne. Les pasdarans contrôlent les forces balistiques, la plupart des programmes de drones, les opérations extérieures et un large pan de la sécurité intérieure. Cette coexistence crée une redondance fonctionnelle qui renforce la résilience du système, mais engendre également des rivalités, des doublons et une fragmentation du commandement limitant parfois l'efficacité opérationnelle globale.

Ne pas chercher à dominer, mais rendre dangereux

Les forces terrestres constituent le socle de l'appareil militaire iranien. Elles sont organisées pour tenir le terrain, user l'adversaire et exploiter la profondeur stratégique du pays. L'équipement y est hétérogène et souvent ancien, avec une proportion importante de matériels hérités de la guerre froide, modernisés localement faute d'accès aux marchés internationaux. Les chars, l'artillerie et les véhicules blindés sont produits ou adaptés par l'industrie nationale, permettant une maintenance continue et une certaine autonomie, mais au prix de performances limitées face aux standards occidentaux contemporains. Ces forces sont efficaces dans des scénarios de défense territoriale, de guérilla ou de combats de basse et moyenne intensité, mais se trouveraient en grande difficulté face à une armée disposant d'une supériorité aérienne et informationnelle écrasante. Leur implication croissante dans le maintien de l'ordre et la représen-

sion des mouvements de protestation internes en 2026 contribue toutefois à une usure morale et opérationnelle non négligeable.

La marine iranienne illustre parfaitement la logique stratégique de Téhéran : ne pas chercher à dominer les mers, mais à les rendre dangereuses pour l'adversaire. Divisée entre une marine régulière et une marine des pasdarans, elle est conçue pour opérer dans un espace restreint, en particulier le golfe Persique, où la géogra-

“ C’est dans le domaine aérien que les faiblesses iraniennes sont les plus visibles. ”

phie joue en faveur de l'Iran. Sous-marins, vedettes rapides, missiles antinavires et surtout mines constituent les principaux outils d'une stratégie de déni d'accès. La capacité à perturber ou à bloquer temporairement le détroit d'Ormuz demeure l'un des leviers de dissuasion les plus crédibles de l'Iran, non pas sur le plan strictement militaire, mais sur les plans économique et politique. En revanche, l'absence de véritable flotte océanique et la vulnérabilité de ses unités aux frappes aériennes limitent fortement toute ambition de projection navale à longue distance, malgré les efforts symboliques récents et la participation à des exercices multilatéraux avec des partenaires non occidentaux, notamment dans le cadre des BRICS.

C'est dans le domaine aérien que les faiblesses iraniennes sont les plus visibles. L'aviation de chasse repose encore largement sur des appareils anciens, dont certains datent des années 1970, maintenus en service grâce à des programmes de cannibalisation, de modernisation locale et de rétro-ingénierie. Cette flotte est insuffisante pour assurer une supériorité aérienne durable face à Israël ou aux États-Unis, comme l'ont montré les frappes ciblées de 2025. Les systèmes de défense aérienne, bien que renforcés par des développements nationaux, restent inégalement performants et vulnérables aux attaques coordonnées et aux technologies furtives. Cette faiblesse structurelle explique le choix stratégique iranien de contourner le champ aérien classique plutôt que d'y rivaliser directement.

Quelles capacités de dissuasion ?

Pour surmonter cette vulnérabilité, Téhéran a massivement investi dans les missiles et les drones, qui constituent aujourd'hui le cœur de sa capacité de dissuasion. Les drones iraniens, produits en grande série, peu coûteux et de portée croissante, ont profondément modifié l'équation sécuritaire régionale. Leur utilisation directe ou indirecte, notamment via des acteurs alliés comme le Hezbollah ou les houthistes, permet à Téhéran de frapper à distance, de saturer les défenses adverses et de maintenir une pression constante sans s'exposer frontalement. Les missiles balistiques et de croisière complètent cet arsenal en offrant une capacité de frappe rapide et symboliquement dissuasive, même si leur précision et leur survivabilité face à des systèmes avancés restent des sujets de débat.

Photo ci-dessous :

Le ministre iranien de la Défense, le général de brigade Aziz Nasirzadeh (à droite), s'entretient avec le commandant en chef de l'armée iranienne, le général Abdolrahim Mousavi, lors d'une cérémonie de livraison de systèmes d'aéronefs sans pilote (UAS), communément appelés drones, le 13 janvier 2025. Depuis 2022, l'Iran a fourni à la Russie des drones Shahed 131 et Shahed 136 pour le conflit ukrainien, avec une montée en puissance de leur utilisation par la Russie en 2024 et 2025. (© Bureau de l'armée iranienne/AFP)





Budget de la défense iranien (en milliards de dollars)

2020	7,3 à 7,9
2021	7,4 à 8,6
2022	7,3 à 9,1
2023	10,28
2024	7,9

Source : SIPRI

Photo ci-dessous :

Un lance-roquettes lors d'un exercice militaire dans un lieu tenu secret du Sud de l'Iran, le 21 août 2025. Le chef d'état-major iranien a averti, le 7 janvier 2026, que le pays ne resterait pas les bras croisés face aux menaces de puissances étrangères, après les intimidations soulevées par les États-Unis et Israël. « La République islamique d'Iran considère l'escalade des propos hostiles à la nation iranienne comme une menace et ne tolérera pas sa poursuite sans réagir », avait déclaré le général Amir Hatami, selon l'agence Fars. (© Bureau de presse de l'armée iranienne/AFP)

Le contexte stratégique de 2026 est cependant plus contraignant qu'auparavant pour l'Iran. L'économie demeure fragilisée par les sanctions et par les choix idéologiques du régime ; la crise sociale interne mobilise une partie croissante des forces de sécurité ; et l'environnement régional est moins favorable, marqué par l'affaiblissement relatif de plusieurs alliés non étatiques (Hezbollah, houthistes), à la suite de la « perte » de la Syrie en décembre 2024, ainsi que par une pression accrue d'Israël et des États-Unis. Le budget de la défense, bien que conséquent au regard du PIB, ne permet pas une modernisation complète de l'ensemble des forces.

Les choix sont donc clairs : privilégier les outils de dissuasion asymétrique, préserver la capacité de nuisance régionale et assurer avant tout la survie du régime. Au total, les forces armées iraniennes en 2026 apparaissent comme un outil militaire paradoxal : à la fois puissantes et limitées, ingénieuses mais contraintes, redoutables dans certains registres et vulnérables dans d'autres. Leur principal atout réside dans leur capacité à compliquer toute action militaire adverse, à en augmenter les coûts humains, économiques et politiques, et à inscrire les conflits dans le temps long. Leur principale faiblesse tient à l'impossibilité de rivaliser durablement avec des armées technologiquement supérieures dans un affrontement conventionnel direct. Plus qu'une machine de guerre destinée à conquérir, l'armée iranienne reste avant tout un instrument de dissuasion, de survie et de projection indirecte, dont l'efficacité future dépendra autant des choix politiques internes que de l'évolution des rapports de force régionaux et internationaux.

La question militaire en Iran : un sujet profondément politique ?

À ces contraintes militaires et budgétaires s'ajoute désormais une fragilité plus profonde : celle de la cohésion interne des forces de sécurité. Les mouvements de contestation de 2026 révèlent des signes inédits de réticence, voire de refus, au sein de certains segments de l'appareil répressif. Des policiers, des conscrits, voire des membres subalternes du CGRI auraient hésité ou refusé de faire usage de la force létale contre les manifestants, malgré les ordres reçus. Ces comportements restent minoritaires, mais constituent un signal d'alerte sérieux pour le

régime, dont la survie repose en grande partie sur la loyauté et la discipline de ses forces armées.

Les autorités iraniennes semblent conscientes de ce risque. Les arrestations de membres des forces de sécurité accusés d'insubordination, ainsi que les condamnations exemplaires, visent avant tout à dissuader toute contagion. Le pouvoir cherche également à contrôler strictement l'information sur la répression. Les chiffres officiels du nombre de morts, largement contestés par les ONG et les professionnels de santé, minimisent l'ampleur réelle des violences et tentent de brouiller la distinction entre victimes civiles et membres des forces de l'ordre. Cette bataille des récits n'est pas secondaire : elle conditionne la capacité du régime à maintenir un minimum de cohésion interne et à justifier la poursuite de la répression.

Au cœur de cette fragilité se dessine une ligne de fracture générationnelle, particulièrement marquée au sein du CGRI. La haute hiérarchie, issue de la génération fondatrice de la République islamique et socialisée dans la guerre Iran-Irak, reste profondément attachée à l'idéologie du régime et à sa vision révolutionnaire du pouvoir. Cette élite, étroitement liée au Guide suprême, a largement bénéficié de la militarisation de l'économie et de la corruption systémique, consolidant à la fois son influence politique et sa richesse personnelle.

À l'inverse, les officiers intermédiaires plus jeunes, formés dans les guerres régionales des années 2000 et 2010, portent un regard plus pragmatique sur la société iranienne. Moins idéologisés sur les questions sociales, mais souvent plus nationalistes et plus interventionnistes sur le plan régional, ils n'ont pas encore tiré les mêmes bénéfices matériels de leur engagement. Ce décalage alimente frustrations et tensions latentes, sans pour autant conduire, à ce stade, à une remise en cause ouverte de la chaîne de commandement.

Dans ce contexte, l'hypothèse d'une prise de pouvoir interne par une fraction du CGRI ne peut être totalement écartée, même si le scénario le plus probable demeure une stratégie d'influence au sein des institutions visant à peser sur le choix du prochain Guide, appelé à succéder à l'ayatollah Ali Khamenei (depuis 1989), aujourd'hui âgé de 86 ans. Un tel scénario, s'il était porté par l'ancienne garde, viserait moins à transformer le système qu'à le préserver sous une autre forme.

Des concessions tactiques sur les dossiers nucléaire et balistique pourraient alors être envisagées, non par renoncement idéologique, mais dans l'espoir d'obtenir un allègement des sanctions, de stabiliser l'économie et de désamorcer la contestation sociale. Il ne s'agirait pas d'une rupture avec la République islamique, mais d'une manœuvre destinée à gagner du temps et à sécuriser les intérêts d'une élite militaire soucieuse de sa survie politique. Pour l'instant, l'ensemble des membres du *Nezam* (gouvernement) fait cause commune contre la majorité de la population.

Ainsi, au-delà des capacités militaires et des équilibres régionaux, l'avenir des forces armées iraniennes — et du régime lui-même — dépendra de plus en plus de facteurs internes : la loyauté des forces de sécurité, la gestion des tensions générationnelles et la capacité du pouvoir à maintenir l'adhésion, ou tout au moins l'obéissance, de ceux qui détiennent les armes. Dans l'Iran de l'après-2026, la question militaire n'est plus seulement stratégique : elle est devenue profondément politique.

Clément Therme

